



Rapport synthèse des consultations publiques sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination



8 janvier 2018



Nom de l'organisme mandaté :

Forum Musulman Canadien - Canadian Muslim Forum

18-G, rue du Centre-Commercial

Montréal, Québec

H8Y 2P2

info@fmc-cmf.com

Rapport rédigé par le Forum Musulman Canadien - Canadian Muslim Forum

Mandat octroyé par le Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion le 19 septembre 2017 pour une consultation publique sur la valorisation de la diversité et la lutte contre la discrimination.

Partenaires de cette consultation publique :

- Association Musulmane Québécoise (AMQ)
- BelAgir
- Centre communautaire Laurentien (CCL) – MAC
- Centre Communautaire Musulman de Montréal (CCMM-Crémazie)
- Conseil des Imams du Québec (CIQ)
- Conseil Canadien des Femmes musulmanes (CCFM-CCMW)
- Mosquée Ummah



Table des matières

Introduction	4
Explication détaillée des résultats	5
Exposé des cas de discrimination vécue, l'impact sur les victimes et recours entrepris.	16
Exposé des pistes de solution	31
Conclusion	34



Introduction

Le 19 septembre 2017, le Ministère de l'immigration, de la diversité et de l'inclusion (MIDI) a mandaté plusieurs organismes afin de mener des consultations publiques sur la lutte contre la discrimination, des cas de discrimination systémique que des québécois et québécoises ont vécu.

Le Forum musulman canadien (FMC) avec ses partenaires étaient parmi les organismes mandatés afin de mener des consultations publiques auprès de la communauté musulmane, principalement dans la grande région de Montréal. Ces partenaires sont BelAgir, Le Conseil des Imams du Québec, le Centre communautaire Laurentien (CCL) - MAC, le Conseil musulman des femmes canadienne - Canadian Council of Muslim Women (CCMW), l'Association Musulmane Québécoise (AMQ), la Mosquée Umma et le Centre Communautaire Musulman de Montréal (CCMM-Crémazie)

Les séances de consultations publiques ont commencé le 12 novembre 2017 et ont pris fin le 3 décembre 2017.

La promotion de ces séances a été faite sur les réseaux sociaux, par courriel et sur des radios communautaires.

Les témoignages étaient tous confidentiels et reçus en personne, par téléphone, par courriel ou via messagerie privée dans les réseaux sociaux.

Afin de préserver l'anonymat des témoins, nous n'avons pas demandé leur nom ou aucune autre information qui pourrait exposer leur identité.

Les questions posées étaient les mêmes que celles élaborées et envoyées par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse (CDPDJ) avant le remaniement ministériel (cité à la page 5).

Le nombre total de témoignages est de 43.

L'analyse de ces témoignages est présentée selon la structure suivante :

- 1- Une explication détaillée des résultats.
- 2- Un exposé des cas de discrimination vécue, l'impact sur les victimes et recours entrepris.
- 3- Un exposé des pistes de solution tel que proposé par les témoins et les partenaires.
- 4- La conclusion.



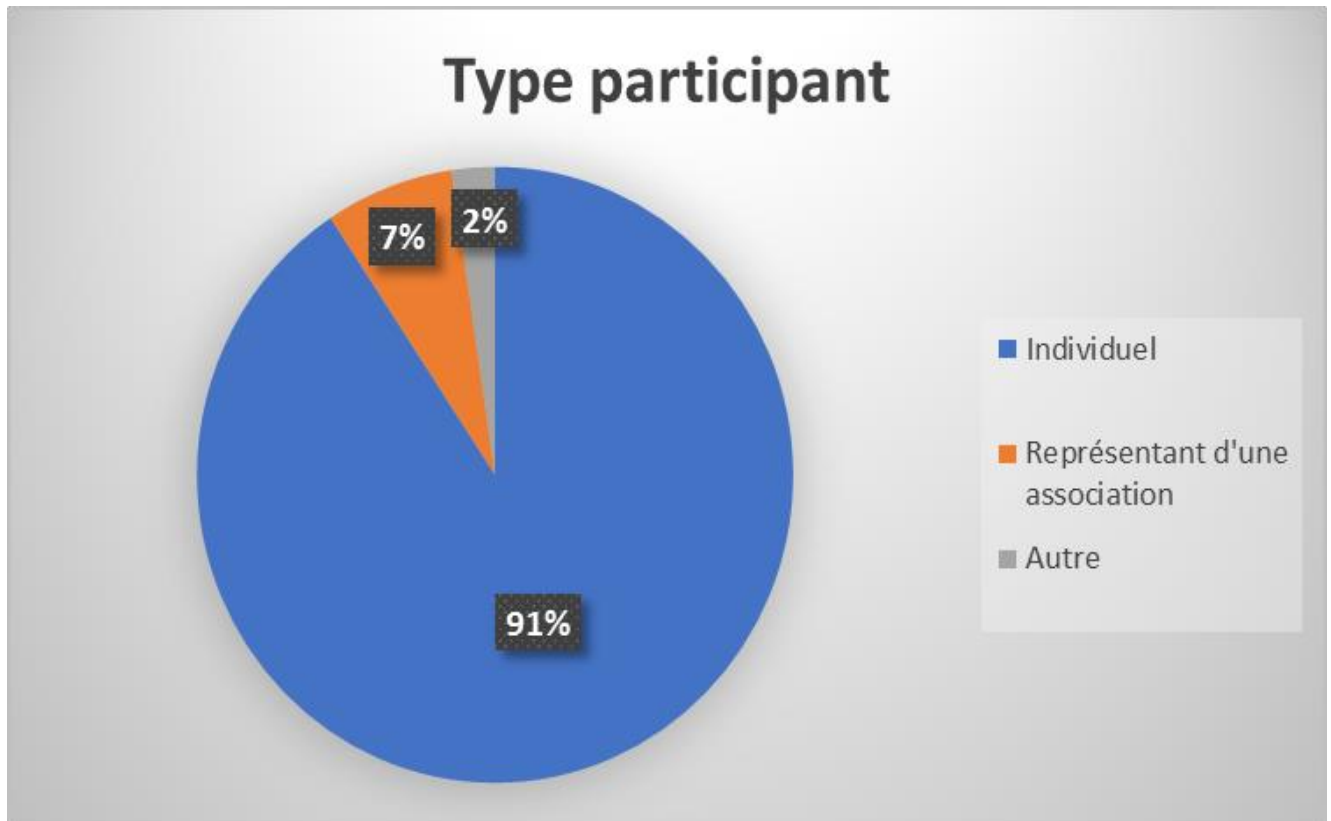
Explication détaillée des résultats



Voilà la liste des questions qui ont été posées :

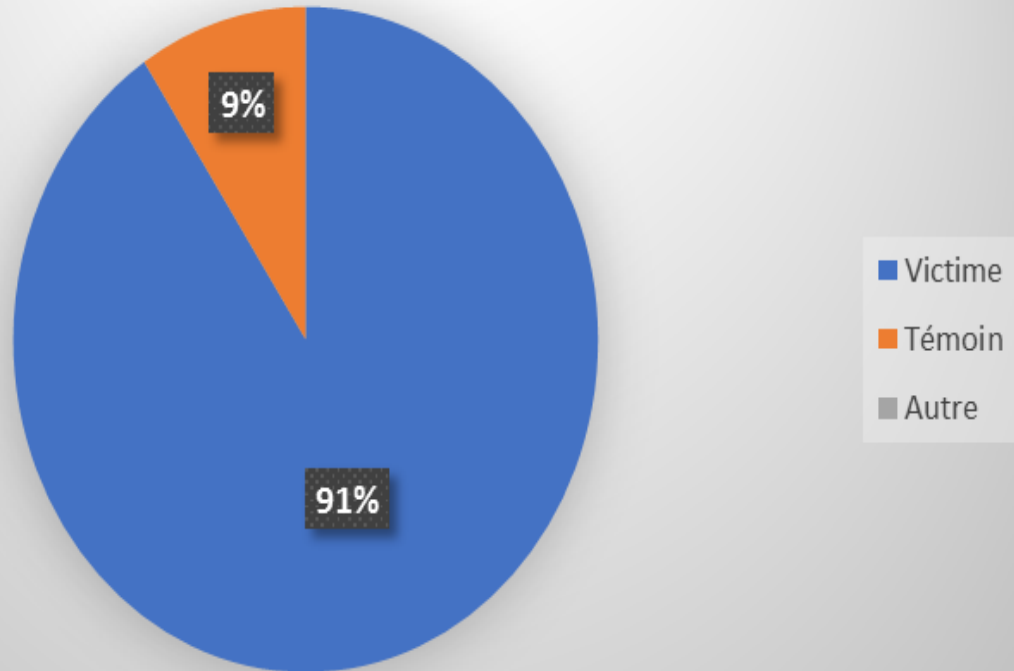
- Type du participant ;
- Type de témoignage ;
- Le genre ;
- Le statut migratoire ;
- L'auto identification ;
- La religion ;
- Motif de discrimination ;
- Secteur d'activité ;
- Source de discrimination ;
- Résumé du cas de discrimination ;
- Résumé des conséquences ;
- Recours entrepris (ou raison(s) au non recours, s'il y a lieu) ;
- Solutions suggérées.

Parmi les personnes qui ont donné leur témoignage :

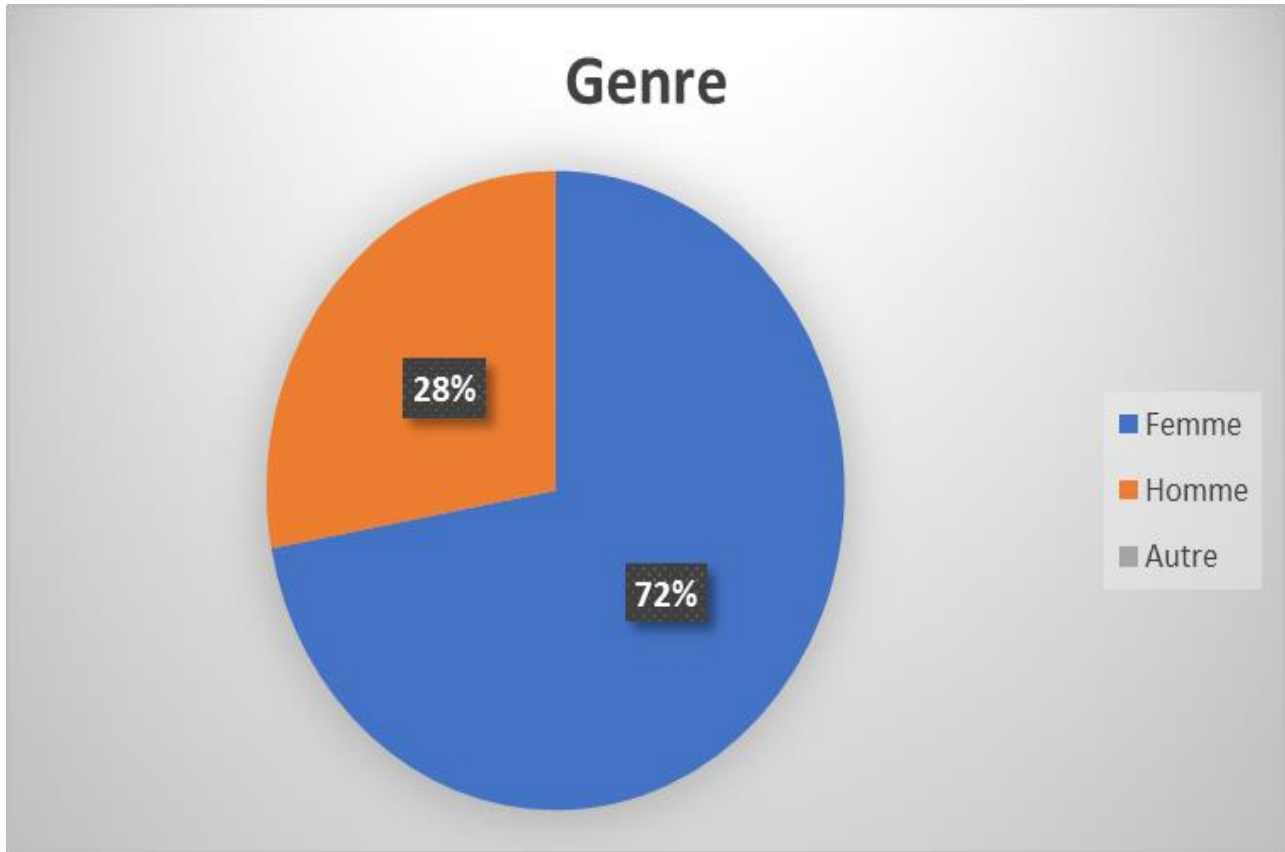


- 91% des participants l'ont fait à titre individuel.
- 7% à titre de représentant d'une association.
- 2% dans la catégorie Autre, notamment sous la forme d'un groupe d'étudiantes.

Type témoignage

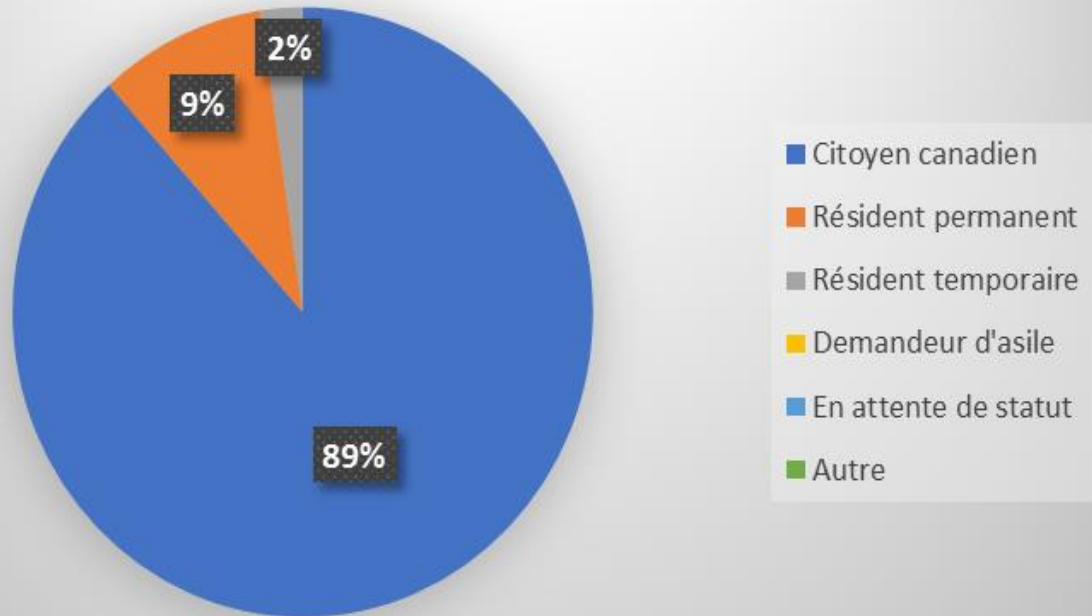


- 91% des participants étaient les victimes de discrimination.
- 9% étaient des témoins d'un cas de discrimination.

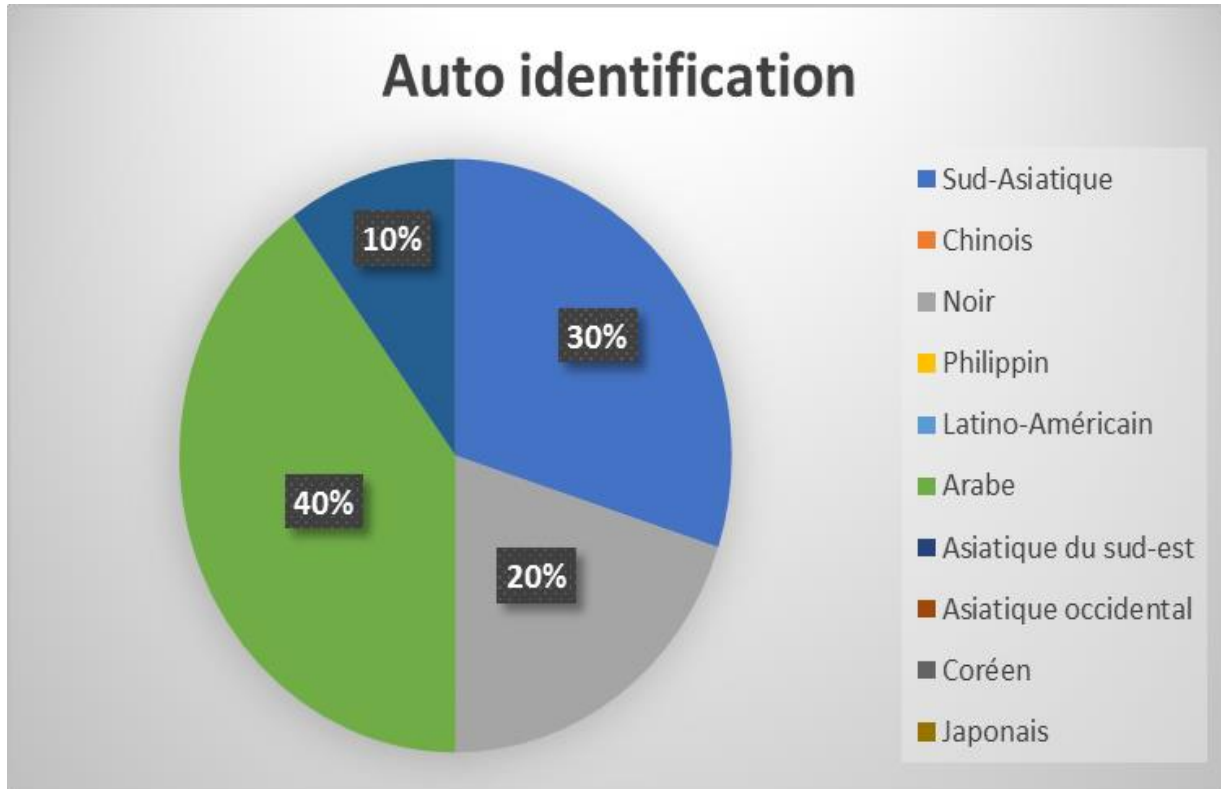


- 72% des participants étaient des femmes.
- 28% étaient des hommes.

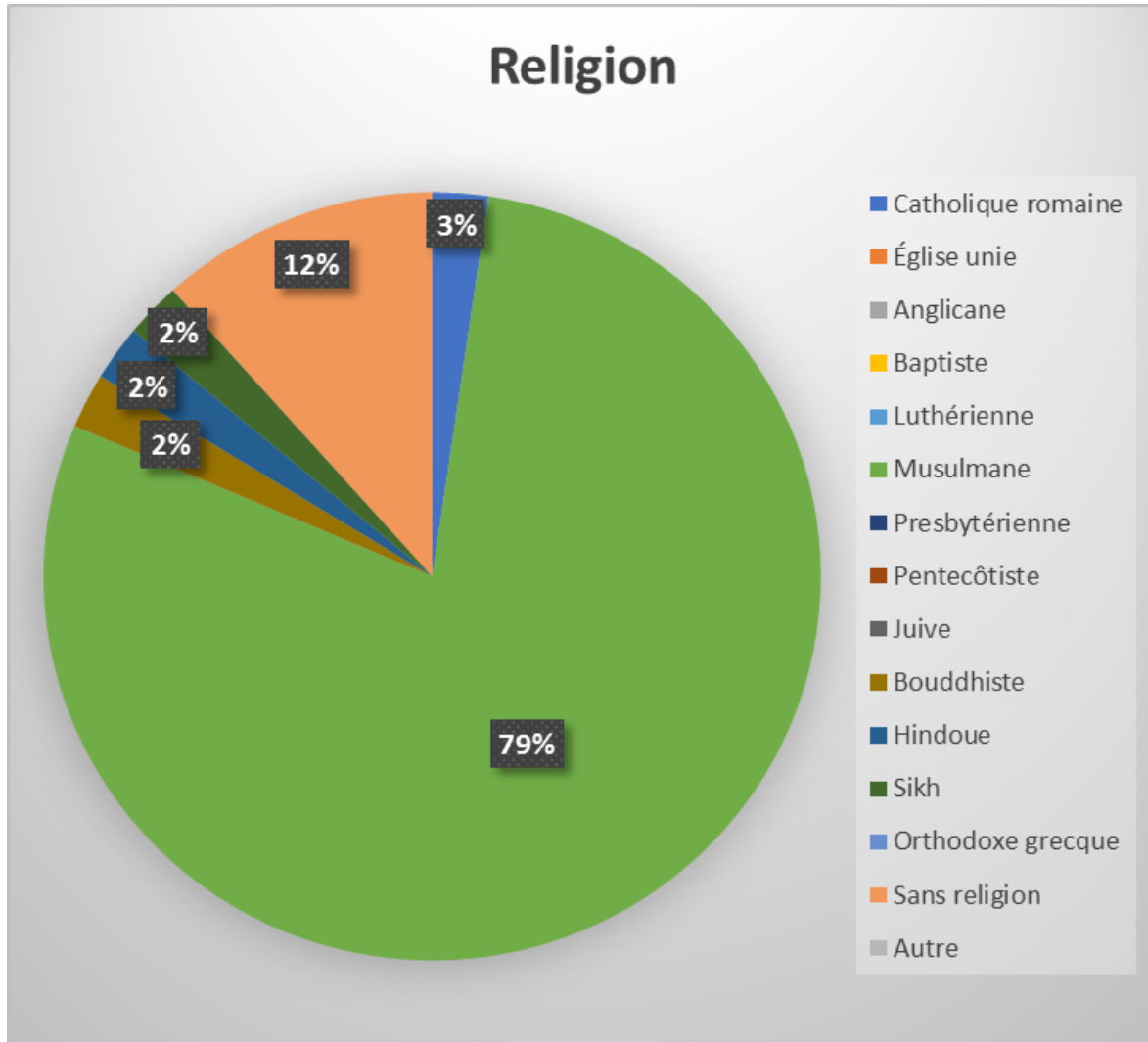
Statut migratoire



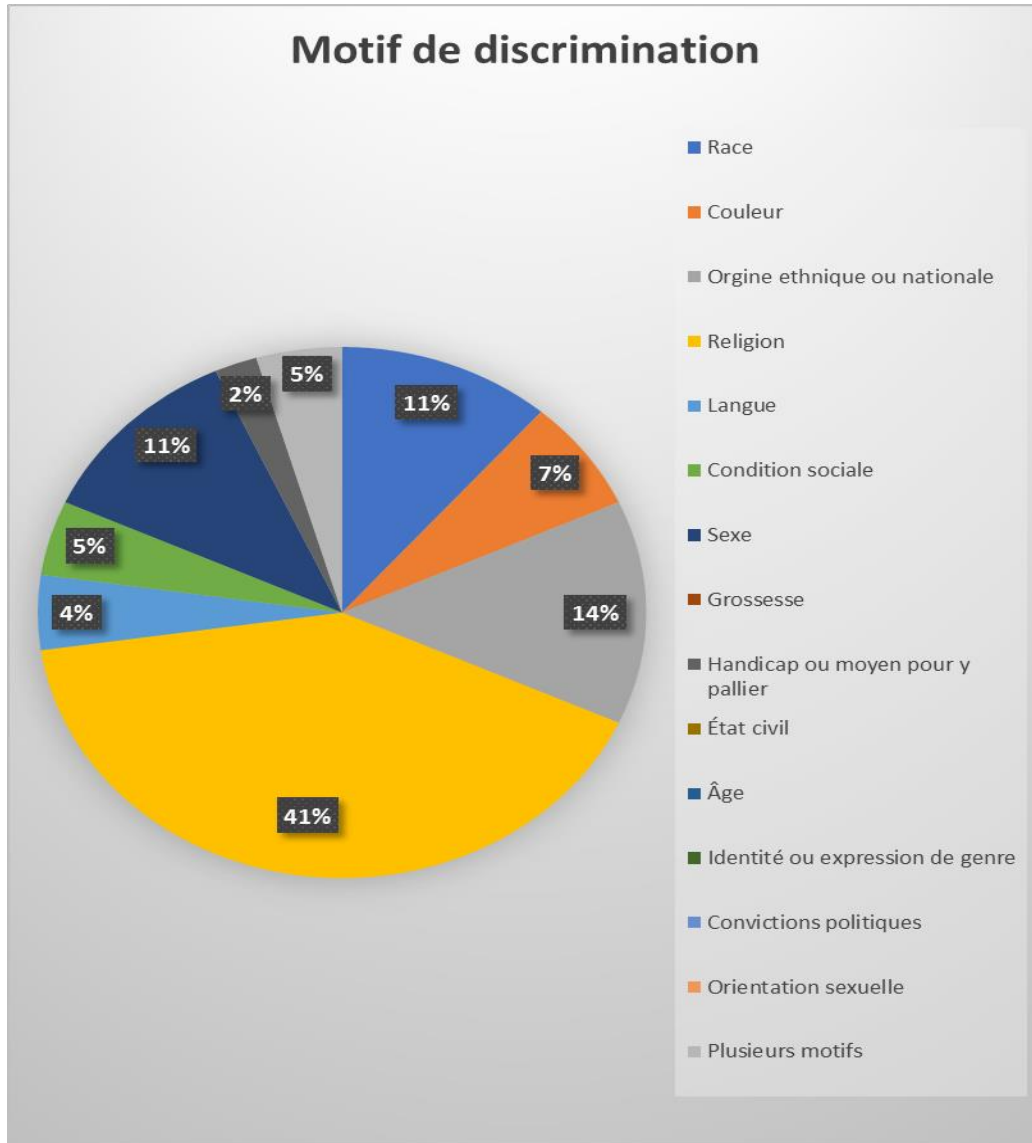
- 89% des participants étaient des citoyens canadiens.
- 9% étaient des résidents permanents.
- 2% étaient des résidents temporaires.



- 40% des participants s'identifient comme étant Arabes.
- 30% comme étant Latino-Américains.
- 20% comme étant Noirs.
- 10% comme étant Sud-Asiatiques.

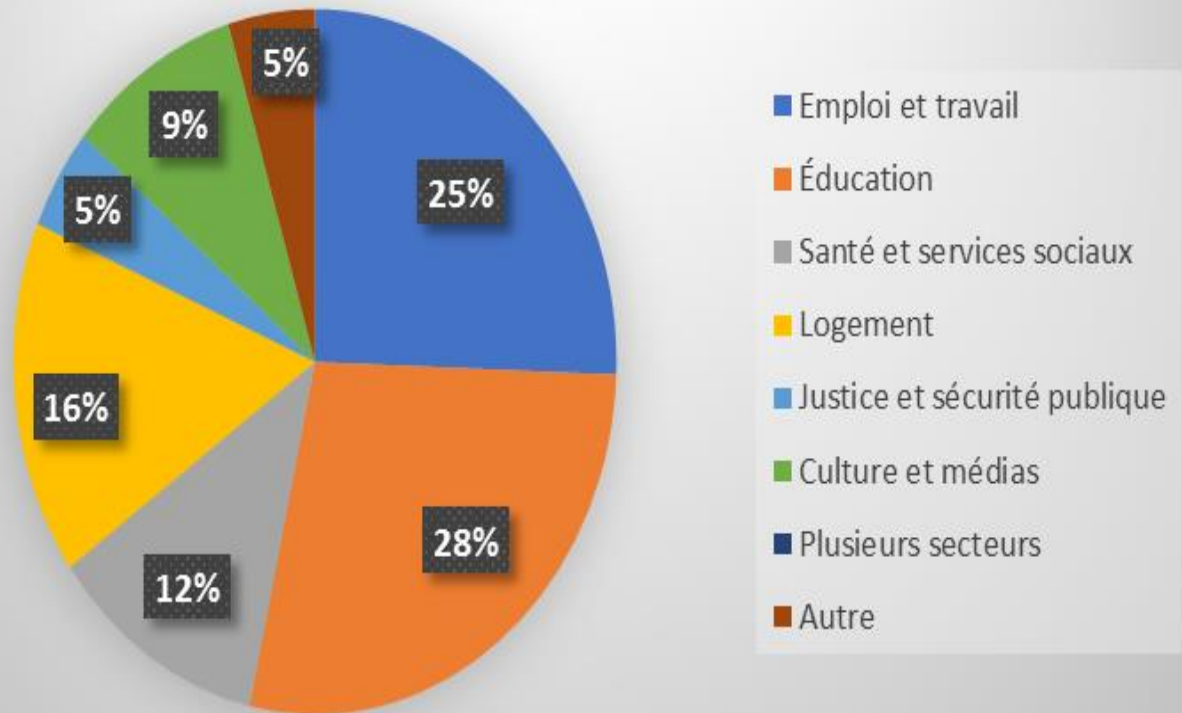


- 79% des participants étaient de confession musulmane.
- 12% étaient sans religion.
- 3% étaient de confession catholiques romaine.
- 2% étaient de confession hindoue.
- 2% étaient de confession bouddhiste.
- 2% étaient de confession sikh.



- 41% : Religion.
- 14% : Origine ethnique ou nationale.
- 11% : Race.
- 11% : Sexe.
- 7% : Couleur de peau.
- 5% : Condition sociale.
- 5% : Plusieurs motifs qui ont été décrits comme « surqualification professionnelle ».
- 4% : Langue.
- 2% : Handicap.

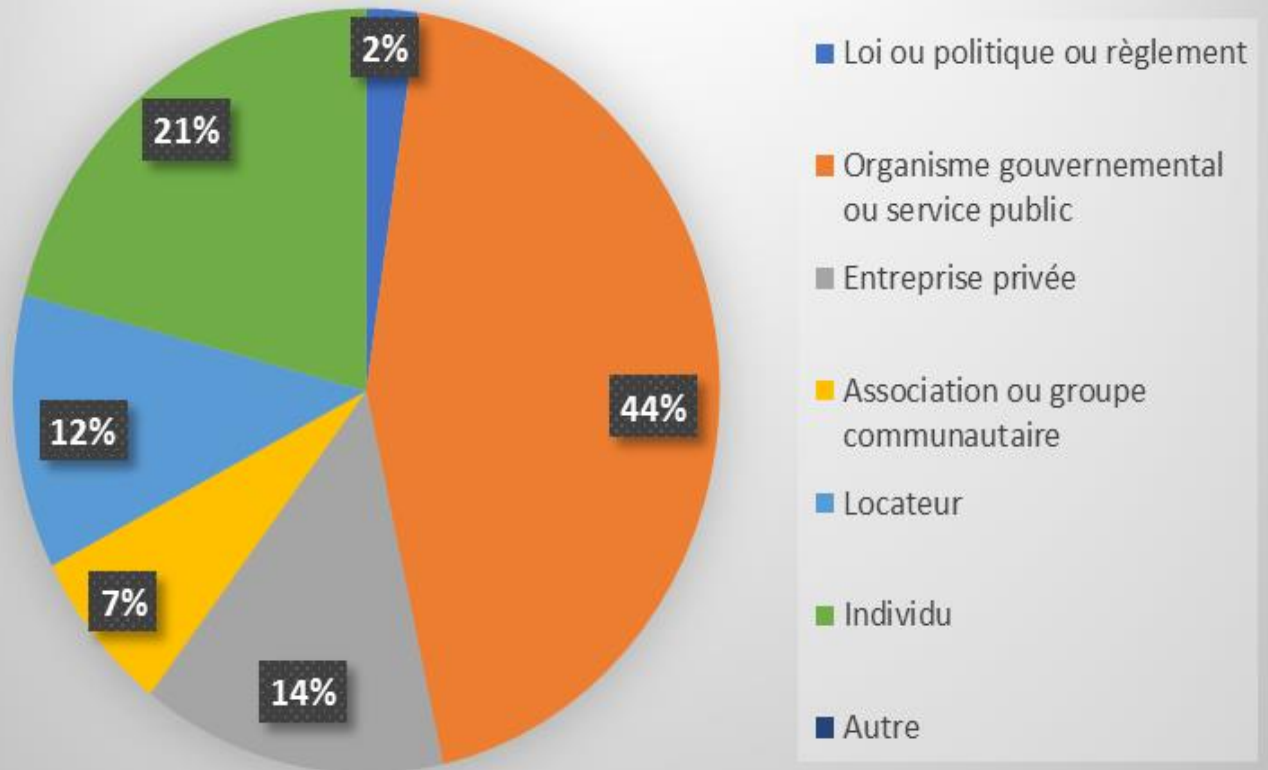
Secteur d'activité



Les secteurs d'activités (où la discrimination a eu lieu) nommés par les participants :

- 28% : Éducation.
- 25% : Emploi et travail.
- 16% : Logement.
- 12% : Santé et services sociaux.
- 9% : Culture et médias.
- 5% : Justice et sécurité publique.
- 5% : Autre (STM, loisirs, terrain de camping, etc.).

Source de discrimination



Les cas de discrimination étaient, selon les témoins, causés par :

- 44% : Organisme gouvernemental ou service public.
- 21% : Individu (plus précisément un québécois de souche).
- 14% : Entreprise privée.
- 12% : Locataire
- 7% : Association ou groupe communautaire.
- 2% : Loi ou politique ou règlement.



Exposé des cas de discrimination vécue, l'impact sur les victimes et recours entrepris.

Discrimination vécue (verbatim des personnes qui ont témoigné)	Impact sur la victime	Recours (verbatim des personnes qui ont témoigné)	Raison du non recours
<p>« Discrimination dans la convention collective entre les travailleurs permanents et les étudiants qui sont considérés des travailleurs temporaires dans une compagnie privée.</p> <p>Les étudiants paient les syndicats mais ils ne bénéficient pas d'une protection égale avec les employés permanents.</p> <p>Le taux horaire des étudiants est beaucoup moindre que celui des permanents malgré le fait qu'ils font le même travail.</p> <p>Quand les étudiants se plaignent au syndicat de cette injustice, le responsable leur dit qu'ils doivent se sentir chanceux de travailler avec un salaire aussi élevé.</p> <p>C'est de la discrimination à cause de leur statut d'emploi, et présentement le syndicat a gelé leur salaire afin qu'ils puissent augmenter celui des permanents. »</p>	<p>« Il y a un sentiment d'injustice, de mépris, souffrance psychologique et physique. »</p>		<p>Aucune plainte n'a été introduite à la CDPDJ car ces derniers ont renvoyé les plaignants à leur syndicat.</p>
<p>Discrimination dans le contexte d'une activité de camping :</p> <p>« On a loué un espace pour faire du camping. C'était la 5ème année de suite qu'on loue cet espace et avec cette même entreprise. Avant l'incident, on n'avait encore jamais rencontré le président de</p>	<p>« Sentiment d'humiliation, d'exclusion, de non-reconnaissance de notre appartenance au Canada et au Québec.</p> <p>Ce sentiment est partagé par l'ensemble des participants au camp.</p>	<p>Mise en demeure et poursuite en justice.</p>	

<p>l'entreprise.</p> <p>Soudain et sans aucun préavis ou motif valide, ce président, dès qu'il nous a vus, nous a ordonné de quitter les lieux en nous disant: « Décâlissez »</p> <p>Quand on lui a dit qu'il y a un contrat à respecter, il nous a répondu que personne ne va lui dicter comment agir chez lui.</p> <p>Avant même de nous demander de quitter, on a remarqué qu'il avait déjà contacté la police si jamais on refusait de quitter et qu'il avait préparé un autobus afin de nous laisser aucune excuse pour ne pas quitter. On était une centaine de personnes présentes venant du Québec et de l'Ontario. »</p>	<p>Sentiment aussi d'impuissance devant le privilège de personne blanche de souche du président du camp. »</p>		
<p>« Harcèlement psychologique et physique de la part d'un média québécois de souche, de la part de plusieurs corps policiers et du service de renseignement pour le seul fait qu'on est musulman. »</p>	<p>« On s'est senti intimidé, menacé dans notre propre immeuble.</p> <p>Sentiment d'impuissance et d'insécurité devant l'absence de prise d'action du gouvernement et que le fait qu'on est musulman, on n'a pas de droit pour préserver notre dignité. »</p>	<p>Pas de recours.</p>	<p>Pas de confiance en le système.</p>

<p>« Discrimination dans le milieu de travail étant le seul immigrant et musulman dans la compagnie. Harcèlement de la part de mes collègues de travail qui sont des québécois de souche en me traitant de terroriste et de m'associer à tout incident terroriste qui se passe dans le monde.</p> <p>Je travaille en région.</p> <p>L'employeur n'avait pas de politique d'harcèlement.</p> <p>Le syndicat a refusé de me défendre par complicité envers ses collègues. »</p>	<p>« Je suis en dépression et maintenant, en arrêt de travail permanent. Je ressens de l'injustice profonde. Je me sens impuissant. »</p>	<p>J'ai dû engager une avocate et payer des milliers de dollars, mais j'ai arrêté par manque de moyens.</p>	
<p>« J'étais en autobus pendant la période de la charte des valeurs. J'étais en train de parler en arabe au téléphone avec ma fille, pour lui dire que j'arrivais à la maison. Et là, le chauffeur m'a grondé et m'a dit de fermer le téléphone alors que la musique était trop forte dans l'autobus. Il a appelé la police pour m'expulser de l'autobus et m'a accusé de lui conférer de menaces de mort alors que je suis handicapé. Il s'est aussi moqué de mon handicap. »</p>	<p>« Je me suis senti impuissant et humilié. J'ai ressenti de l'injustice profonde. »</p>	<p>Pas de recours.</p>	<p>Méconnaissance des lois.</p>
<p>« J'ai subi de la discrimination lors de mon application à un poste d'enseignante pour une commission scolaire. J'étais toujours invitée à des entrevues grâce à de mes qualifications professionnelles. Cependant, une fois arrivée à l'entrevue, les recruteurs ont vu que je portais le voile et ont fini par formuler des excuses louches après l'entretien pour me refuser. Et, tout cela</p>	<p>« Je me suis sentie impuissante. J'ai douté de mes compétences. Injustice profonde. Je suis tombée en dépression. Je me suis sentie lésée. À cause de cette expérience, j'ai eu l'impression que le système lui-</p>	<p>Pas de recours.</p>	<p>Sentiment d'injustice et de cynisme profond envers le système de justice.</p>

<p>malgré le fait que les commentaires étaient toujours positifs tout au long de l'entrevue.</p> <p>Dans l'une des commissions scolaires, la procédure était qu'on nous donne des heures de suppléance sans entrevue. Suite à plusieurs suppléances, la commission scolaire concernée m'a invitée pour une entrevue afin de négocier un contrat. Mais, sans surprise, j'étais refusée et ils m'ont même rayée de la liste des suppléants. Bien sûr, je n'ai jamais su les motifs de refus. »</p>	<p>même me demande de rester dans ma communauté à moins que je renonce à mes convictions religieuses et culture. Et si je renonçais, là seulement, je pourrais être acceptée dans la majorité culturelle francophone. »</p>		
<p>« Discrimination dans mon milieu d'emploi. Harcèlement psychologique et verbal afin de m'encourager à quitter l'emploi. Ma gestionnaire m'a fait sentir que je ne suis pas la bienvenue. Tout ça m'a obligé de tomber en congé maladie à cause d'une dépression majeure pour 4 ans et ça continue. »</p>	<p>« Je me suis sentie impuissante. J'ai douté de mes compétences. Injustice profonde. J'ai subi une dépression. Je me suis sentie lésée.</p> <p>À cause de cette expérience, j'ai eu l'impression que le système lui-même me demande de rester dans ma communauté. »</p>	<p>J'ai déposé un grief, une plainte d'harcèlement mais sans espoir.</p>	
<p>« Mon enfant a été frappé par la police malgré le fait qu'il était mineur. Et depuis ce temps là, ils n'ont pas cessé de l'arrêter pour tout et rien. Cet incident lui a causé des problèmes mentaux. Il a été même accusé de terrorisme et il a été acquitté pour problèmes mentaux. Une fois, 15 policiers sont venus juste lui donner un ticket pour avoir craché sur le trottoir. Ils m'ont brimé de tous les services pour l'aider. Maintenant, mon enfant est à Pinel au lieu de le traiter adéquatement. »</p>	<p>« Je me sens impuissante.</p> <p>Je n'ai aucune confiance en le système judiciaire. Je sens une injustice profonde pour le seul fait qu'on est musulman. »</p>	<p>J'ai pris plusieurs recours, mais ces recours n'ont pas fixé la discrimination de la police contre lui.</p>	

<p>« La personne qui témoigne rapporte que son enfant se fait traiter de "sale arabe" par son éducatrice. »</p>	<p>« Sentiment d'impuissance, de colère, ne sait pas quoi dire à son enfant pour le consoler. »</p>	<p>La maman a porté plainte à la direction et a menacé que si ça se reproduit, elle l'amène à la commission scolaire.</p>	
<p>« Notre enseignant accueillait toute la classe avec chaleur et amour, mais pas nous. Il nous regardait avec pitié, parlait avec nous en prenant un accent moqueur, comme si on venait tout juste d'immigrer ou qu'on ne parlait pas français. »</p>	<p>« Il nous intimidait, nous ridiculisait et on avait peur de le dénoncer, de peur que cela nuise à nos notes. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Parce que tout le monde l'aime dans son département, il est très connu pour être drôle et charismatique. Personne n'ose le critiquer.</p>
<p>« À chaque fois que je parlais, la prof me punissait. J'étais toujours en punition, toujours des affaires à faire signer à mes parents, des mauvaises notes pour des raisons qui n'ont pas de lien avec mes compétences académiques. Avec cette prof, j'ai passé la pire année de mon primaire. Quand je suis arrivée à Montréal - elle vivait avant dans une petite ville en région - j'ai réalisé que c'était faux que je n'étais pas bonne à l'école, c'était juste elle qui m'a démotivée pis qui me donnait des mauvaises notes. »</p>	<p>« Manque de confiance en elle-même ainsi que des doutes sur son rendement scolaire. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Elle était enfant et c'était sa première expérience de racisme à vie dont elle est consciente.</p>
<p>« Je me déplaçais en transports en commun et il y avait une femme devant moi qui portait le voile. Un homme s'est approché d'elle de manière menaçante et l'a insulté de "pute aux salafistes". J'ai intervenu et on l'a sorti de l'autobus. »</p>	<p>« Elle était visiblement choquée, a réagi avec beaucoup d'émotions. »</p>	<p>Moi et d'autres avons intervenu pour lui venir en aide. Cela lui a suffi, elle nous a remercié, elle semblait ne pas</p>	<p>Intervention suffisante.</p>

		vouloir faire de poursuite en justice.	
« Mon propriétaire venait toujours me crier dessus selon quoi ça puait, les plats que je cuisinais. Une fois, il m'a même dit "cuisinez ça dans vos pays, pas chez nous!". Ou encore il me menaçait d'appeler la police s'il allait entendre la musique (arabe) que je mettais, car elle le soi-disant dérangerait, même quand le volume était super bas. »	« Elle ne se sentait pas chez elle, sous son propre toit. »	Aucun recours judiciaire.	Elle n'a pas les moyens de payer un avocat et est cynique quant à des poursuites ayant pour cause le racisme.
« Dans ma recherche de logement, on m'a déjà dit une fois « on ne veut pas d'arabes, merci! ». Et on m'a claqué la porte au nez. »	« Exaspération, colère, sentiment profond de dégoût. »	Aucun recours.	Elle se dit habituée, malheureusement.
« Des infirmières refusent de la servir et de la soigner, ou la traitent avec beaucoup de froideur. On la regarde de travers et ne prend pas au sérieux sa maladie. »	Elle se sent dans l'obligation d'enlever son voile pour la durée du service, pour effacer un peu son aspect « racisé ».	Aucun recours.	Elle dit que c'est compliqué et qu'elle n'a pas l'énergie à ça.

<p>« Je suis au Québec depuis vingt ans. Je travaillais en tant qu'adjointe juridique. Il y a cinq ans, j'ai décidé d'entamer un BAC en gestion à l'université. Depuis un peu plus d'un an, je suis à la recherche d'un emploi. Aucun employeur n'a donné suite à mes multiples candidatures. J'ai fait valider et corriger mon C.V. par des spécialistes. Le tout leur semble très correct. Pourtant, aucun employeur ne veut me rencontrer ni comme adjointe ni comme jeune gestionnaire. Ce BAC qui a exigé tant de sacrifices me cause aujourd'hui des problèmes dans mes démarches. Les employeurs me ferment leurs portes. Mon nom est arabophone et je suppose que c'est ça la cause : le racisme. »</p>	<p>« Sentiment de désespoir. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Par cynisme.</p>
<p>« Mes amis et moi avons retrouvé des pamphlets et des affiches à l'université évoquant qu'il fallait freiner l'immigration des musulmans pour garder notre culture intacte et préserver nos valeurs. J'ai trouvé ça très islamophobe et xénophobe. »</p>	<p>« On ne se sent pas comme faisant partie des Québécois quand on lit des choses comme ça. »</p>	<p>On a informé notre association étudiante de la situation.</p>	
<p>« Mon enseignant m'a corrigé plus sévèrement que les autres étudiants pour mon travail qui traitait sur l'islamophobie en prétextant que je n'étais pas assez objective. Que je suis musulmane et donc biaisée par défaut car je me victimise. »</p>	<p>« Je ne me sens pas validée par mon vécu, ma perspective propre du monde. L'islamophobie n'est pas une affaire d'être objectif, c'est des vies, des vrais humains qui la subissent. »</p>	<p>J'ai fait une demande de révision de note, mais sans succès. On est tenace à garder ma note aussi basse.</p>	

<p>« Mon enseignante ne m'évalue pas sur mes compétences à déployer dans mon domaine mais passe plutôt son temps à chercher les bobos sur mon manque d'intégration. Elle tente de trouver des erreurs dans mon français, des manquements dus à ma pratique religieuse, elle aborde souvent des sujets en lien avec ma vie privée qui n'ont aucun lien avec le cours. »</p>	<p>« Je me sens intimidée et j'éprouve un grand malaise en sa présence, car on dirait qu'elle m'analyse et c'est agressant. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Aucune raison mentionnée.</p>
<p>« Je vis de la discrimination depuis que je suis arrivée à Montréal. Mes harceleurs sont juste au-dessus de moi. Ils me font subir toutes sortes de choses négatives. J'étais à l'hôpital parce que je voulais porter plainte contre mes harceleurs car selon eux je ne prends pas des médicaments car malade non... mais parce qu'il pense que je me drogue. Ils me harcèlent continuellement, disent qu'ils vont me jeter dehors un jour et des menaces comme ça. »</p>	<p>« Elle a peur, se sent menacée. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Non connaissance complète du système judiciaire et son fonctionnement.</p>
<p>« Ma voisine musulmane vivait de la discrimination depuis qu'il y a eu un nouveau propriétaire dans l'immeuble. Il lui demandait de faire des tâches qui n'étaient pas de sa responsabilité, exploitait sa gentillesse, profitait des pâtisseries qu'elle lui offrait et ne se gênait pas pour parler dans son dos juste après qu'elle ait fermé sa porte. Il l'appelait souvent "ma petite musulmane" avec un ton condescendant. »</p>	<p>« Ma voisine m'a partagé qu'elle avait peur de lui. Elle avait peur qu'il ose la toucher ou aller plus loin un jour. »</p>	<p>Aucun recours pour l'instant.</p>	<p>Elle juge que ce n'est pas si grave encore.</p>

<p>« La personne qui témoigne dit sentir de plus en plus la présence de policiers partout où se rassemblent des personnes musulmanes. Que ce soit à la mosquée, dans les centres communautaires, dans des manifestations... »</p>	<p>« Elle ressent du stress et ne se sent pas en sécurité en leur présence, paradoxalement. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Manque de confiance envers le système.</p>
<p>« On me prenait souvent pour un musulman à cause de mon turban. Cela générait d'emblée des discussions très malaisantes et on ne me rappelait pas après les maintes entrevues que j'ai faites pour me trouver un travail. »</p>	<p>« Il dit très bien comprendre la discrimination vécue par les personnes musulmanes au Québec. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Aucune raison mentionnée.</p>
<p>« Sur des médias sociaux, le simple fait de porter un nom à consonance arabophone me fait associer à l'islam. On me traite de sale djihadiste pour simplement venir en défense aux musulmans, lorsque je tente de briser des amalgames et des préjugés. »</p>	<p>« On vit de l'anxiété. Les médias sociaux sont une source de stress pour moi. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Même Facebook, à qui on reporte des propos haineux, ne nous prend pas toujours au sérieux, alors la loi...</p>
<p>« On voit ma couleur de peau comme un symbole d'infériorité, de saleté. Une fois, le locateur parlait des Bédouins devant moi et il faisait toujours référence à la soi-disant barbarie et saleté des arabes en me pointant. Car je suis typiquement Sud-Asiatique et je ressemble aux Arabes avec la forme de mes yeux, mon teint, ma couleur de cheveux foncée, etc. »</p>	<p>« Je me suis sentie déshumanisée devant ses propos. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>« J'ai peur. Et je n'ai pas l'énergie de chercher un autre logement pour le moment. »</p>

<p>« Nous, les Noirs musulmans, on subit une double exclusion, celle des Arabo-Musulmans et celles des Blancs. J'écris des articles là-dessus et je reçois des menaces de personnes arabes musulmanes, par exemple, qui me disent d'arrêter de critiquer leur racisme car cela nuit à "notre image de musulmans déjà marginalisés". Je comprends, mais depuis quand on nous a réellement fait sentir inclus dans ce "nous" les musulmans? »</p>	<p>« Je ne me sens pas chez moi, nulle part. »</p>	<p>Le militantisme est mon arme.</p>	
<p>« Mon collègue me harcèle sans cesse et me demande de coucher avec lui. »</p>	<p>« Je me sens comme un objet, humiliée. Mon boss ne réalise pas la gravité de la chose et je commence à douter de moi-même si je ne suis pas parano. »</p>	<p>« J'en ai parlé à mon boss. Il m'a simplement dit de l'ignorer car il semble niaiser. »</p>	
<p>« Des musulmans arabes me prennent pour une fausse musulmane, une simple convertie en phrase de revenir à la déchéance. On me traite de vouloir parler au nom des musulmans alors que je parle qu'en mon nom. »</p>	<p>« Je me sens invalidée dans mon identité de noire musulmane. Ça fragilise mon expérience de foi. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Aucune raison mentionnée.</p>
<p>« Le fait d'être une femme qui dirige une association communautaire fait que lorsque je reçois les médias à notre bureau, on ne s'attend pas à ce que je sois la personne responsable à qui il faut parler. On me demande où est le savant, l'imam, l'homme responsable ici... »</p>	<p>« C'est infantilisant et insultant. »</p>	<p>Aucun recours. Je me présente et leur mentionne mon rôle, à leur plus grand étonnement.</p>	

<p>« Le fait d'avoir parlé en arabe au téléphone avec ma mère à la pause du dîner a suffi pour que mon collègue se mette en colère contre moi et de me dire "ici c'est en français madame". »</p>	<p>« J'ai trouvé sa réaction arrogante et exagérée. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>C'est la première fois que ça m'arrive, et c'est peut-être c'est juste un défoulement, un cas exceptionnel.</p>
<p>« On m'a arrêté injustement et sans preuve. On m'a accusé d'avoir un colis suspect en ma possession. J'ai été emprisonné quelques heures puis on a enquêté avec moi pour se rendre compte que c'était finalement une erreur. Je suis le seul employé avec un nom à consonnance arabe dans mon espace de travail et le seul à qui on a porté une telle accusation. »</p>	<p>« Je ne suis plus la même personne depuis cet incident. Je ne fais plus confiance à notre système. »</p>	<p>Je pense à porter plainte mais je suis encore en réflexion et préparation.</p>	
<p>« On me demande toujours sur les C.V. que je remplis de mentionner les langues je parle. Quand je mettais la langue arabe, je croyais que cela était un bonus, un atout. Mais non. Depuis que je ne mets plus le fait de parler arabe dans mes langues, je suis plus appelée en entrevue qu'avant. »</p>	<p>« Je me sens naïve, trompée. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Aucune raison mentionnée.</p>
<p>« Quand les enseignants de mon département savent que je viens de Montréal-Nord, ils me disent toutes sortes de conneries et de préjugés comme sur les gangs de rue ou un supposé très haut taux de criminalité, comme si mon quartier était le plus dangereux du monde. On ne me traite comme une personne potentiellement radicale ou extrémiste et on marche sur des œufs pour m'aborder. »</p>	<p>« Je me sens discriminée sur la base de ma classe sociale, comme ma famille et moi n'avons pas les moyens d'habiter dans des quartiers plus aisés. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Aucune raison mentionnée.</p>

<p>« Mes beaux-parents me crient dessus lorsque j'ose défendre les femmes voilées, lorsque je reconnais le racisme et l'islamophobie qu'elles subissent au quotidien. Quand on en croise une dans la rue, mon beau-père la pointe en me disant : tiens, c'est ton amie! »</p>	<p>« J'ai honte de ma famille et je n'ose inviter aucune de mes amies voilées à la maison. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>C'est ma propre famille, quand même...</p>
<p>« Mon collègue à l'université me traite d'islamiste en ricanant lorsque je mets mon foulard d'hiver à la manière d'un voile, car j'ai froid. Je lui dis que je ne trouve pas ça drôle mais pas du tout mais il continue toujours de se moquer et de me lancer ce genre de commentaires quand même. »</p>	<p>« Je me sens offensée. C'est sexiste et islamophobe. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je ne sais pas vers qui me tourner.</p>
<p>« Mon enseignante me donne toujours en exemple pour évoquer des situations de femmes battues, soumises ou abusées. Elle se croit subtile, que c'est juste pour illustrer son propos... mais à force de répéter cela semble vrai. On dirait qu'elle pense vraiment que je suis une femme battue ou mise à cause de mon mari ou peu importe. Les gens de ma classe se mettent moins en équipe avec moi, m'évitent, ne me parlent plus comme avant... »</p>	<p>« Je me sens rejetée par la classe et intimidée. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je ne sais pas comment confronter mon enseignante, comment lui mettre des limites.</p>
<p>« Pour un travail d'université, l'enseignant a formé lui-même les équipes. Un membre de mon équipe semblait ne pas m'aimer depuis le début mais je n'ai pas trop fait attention. Par la suite, j'ai senti qu'elle ne voulait juste pas faire le travail demandé. Je suis allée en parler à mon enseignant, il m'a dit qu'elle a demandé à changer d'équipe car elle ne voulait pas travailler avec moi, car elle n'aimait pas être avec</p>	<p>« J'ai trouvé injuste que mon enseignant ait succombé à sa demande raciste/islamophobe sans motif valable. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je n'ai confiance en personne, ni en mon enseignant ni en l'administration qui engage de telles personnes incapables de s'affirmer contre l'injustice.</p>

<p>des gens "d'ailleurs". Maintenant, elle a été mise dans l'équipe de ses amis, des gens tous des Québécois de souche, et elle n'arrête pas de me regarder croche elle et son équipe d'amis. »</p>			
<p>« Souvent je dis aux gens qu'en France (le soi-disant pays des droits de l'homme), les musulmans et surtout les musulmanes sont victimes de persécutions constantes. Et ce, avec la complicité totale de la classe politique et intellectuelle. Le Québec s'enlignait pour s'inspirer du cas français avec des adhérents à la meute ou à la droite identitaire. Rien qu'en disant cela, je risque des coups et surtout des insultes de la part de ma mère. Quand je défends les femmes voilées, elle me traite de « connasse ».</p>	<p>« J'ai honte et je ne sais pas quoi faire pour que cette haine cesse, je me sens tellement impuissante. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je me sens impuissante.</p>
<p>« Mon amie est musulmane et j'ai été témoin d'une scène de discrimination qu'elle a subie. À cause de son voile, très peu de personnes ont voté pour elle pour être dans le comité exécutif de notre association étudiante. On a ensuite justifié cela en disant que c'est mieux ainsi car elle porte un symbole qui nuira à sa neutralité pour bien exécuter les tâches demandées. »</p>	<p>« Je suis outrée et en colère pour mon amie. »</p>	<p>J'en ai parlé aux membres de l'association et ils me disent que c'est la démocratie qui a parlé. Ils ne semblent pas remarquer la gravité de la situation.</p>	

<p>« Le propriétaire a demandé à mes enfants et moi si on prenait notre douche et combien de fois par semaine. Les Indiens, nous vivons beaucoup de racisme et de nombreux préjugés persistent sur nous, selon quoi on pue le curry, qu'on se lave pas, qu'on a les cheveux huileux, etc. »</p>	<p>« Je me suis sentie insultée par cette question. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je ne sais vers qui aller pour demander de l'aide.</p>
<p>« Un homme a craché sur moi dans l'autobus juste avant de sortir. Je n'ai pas eu le temps de l'identifier. »</p>	<p>« Je me suis sentie en colère. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je n'ai pas eu le temps de l'identifier alors...</p>
<p>« Une dentiste a refusé de me servir et a appelé sa collègue pour le faire à sa place, en marmonnant des insultes à mon égard. J'ai deviné que c'est dû au fait que je suis Arabe ou musulmane. »</p>	<p>« Je me suis sentie humiliée et réduite en miettes à l'intérieur. J'ai explosé en larmes et je ne suis plus jamais revenue à cette clinique. »</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>Je suis lésée et en manque de confiance envers les procédures judiciaires.</p>
<p>« Depuis la loi 62, je me sens encore plus stigmatisée à cause de mon niqab. Cette haine envers mes semblables et envers moi est sans précédent. »</p>	<p>« Je me sens telle une citoyenne de seconde zone et rejetée à la fois par mes coreligionnaires que les Québécois de souche.»</p>	<p>Aucun recours.</p>	<p>C'est la loi et elle gagne en popularité.</p>



Exposé des pistes de solution

Voici quelques pistes de solutions nommées par les personnes ayant témoigné lors des consultations publiques :

- Reconnaître de la présence constante de l'islamophobie et toute forme de discrimination.
- Lutter contre l'islamophobie et toute forme de discrimination et la nécessité d'élaborer des actions concrètes et des recours civils contre ce genre de discrimination, particulièrement sur le marché du travail, dans les institutions d'enseignement et dans les transports publics.
- Faire des campagnes de sensibilisation contre la discrimination et le racisme. Par exemple, mettre des affiches et publicités qui sensibilisent à la lutte contre toute forme d'intolérance et de haine.
- Empêcher, dans une convention collective, la différence de traitement entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires.
- Faire l'éducation et la sensibilisation sur l'importance de l'égalité de tous les citoyens peu importe leur origine ou religion et de l'importance des chartes.
- Mandater des personnes neutres pour sanctionner les gestionnaires qui causent la discrimination.
- Prévenir et intervenir contre le racisme qui est bien ancré dans le système policier.
- Prendre conscience d'un biais discriminatoire à l'embauche : Le corps enseignant est presque entièrement blanc à notre établissement. Il faudrait que les responsables aux ressources humaines prennent en compte leurs biais discriminatoire à l'embauche.
- Éduquer les fonctionnaires de notre société sur les enjeux liés à la xénophobie.
- Faire l'éducation populaire sur les réalités des personnes immigrantes à la société d'accueil.
- Militer dans les luttes liées à l'antiracisme.
- Parler davantage de l'égalité femmes-hommes dans les institutions. « Ce n'est jamais trop ou assez, on dirait. »
- Déconstruire des préjugés pour reconstruire de nouvelles connaissances en faisant de la sensibilisation et de l'éducation



- Assurer l'objectivité des enseignants. Ils doivent être plus objectifs et neutres dans leur enseignement et il faut leur rappeler cela continuellement dans leur formation.

Voici quelques pistes de réflexion et solutions nommées par nos partenaires lors des consultations publiques :

- Encourager les personnes discriminées à se référer à un organisme indépendant et neutre pour contrer la discrimination et le racisme, comme la commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- Reconnaître la présence de la discrimination dans le domaine de l'emploi envers les femmes musulmanes, surtout celles qui portent le voile. À plus d'une reprise, avant, durant et après la Commission Bouchard-Taylor (2007), le Conseil des femmes musulmanes, entre autres organismes et études académiques, a signalé cette situation et sonné l'alarme.
- Sensibiliser toute la société à combattre le racisme ainsi que toute forme de discrimination, qui peut se manifester au sein d'une même communauté, comme par exemple envers les musulmans africains et les personnes âgées.
- Encourager et apporter des subventions/bourses aux personnes et organisations s'opposant au racisme et à l'exclusion.
- Les consultations ont permis d'évaluer sommairement la situation, maintenant il revient à nous tous de travailler ensemble pour y remédier.



Conclusion



Cette consultation publique sur la lutte contre la discrimination a permis de documenter des témoignages qui démontrent que nous, Québécois, sommes confrontés à des discriminations sur nos lieux de travail, dans les sphères publiques et dans d'autres contextes en raison de nos confessions religieuses et nos origines ethniques.

Pendant ces consultations, nous avons noté une très grande vulnérabilité chez les citoyens québécois qui ont témoigné. Beaucoup de ces personnes, hommes comme femmes, ont démontré de vives émotions et ont pleuré.

Nous avons senti l'impuissance des personnes qui ont témoigné, leur sentiment d'injustice pour le seul fait qu'ils sont de confession musulmane ou qu'ils sont originaires d'un pays arabe, par exemples.

Les citoyens sont venus témoigner car ils désiraient participer activement à ces consultations publiques, des premières en leur genre. Cela dit, beaucoup de personnes qui ont témoigné ont aussi exprimé leur cynisme face à ces consultations. En fait, ils ne s'attendent pas à des résultats (des mesures et des solutions concrètes afin de lutter contre la discrimination) et croient plutôt que ces consultations ne sont qu'une manœuvre politique qui se fait dans une année préélectorale.

Nous soulignons également la courte durée des échéances pour la tenue des différentes étapes de cette consultation. Nous pensons qu'une durée plus longue nous aurait permis d'avoir plus de témoignages et de rejoindre plus de personnes.

Finalement, deux éléments clés des résultats de ces consultations sont marquants. 41% des motifs discriminatoires étaient basés sur la religion et 44% des situations de discrimination provenaient d'un organisme ou d'une institution gouvernementale. Ces constats démontrent qu'une personne désirant s'identifier publiquement à sa religion risquerait de subir plus de discrimination pour motif religieux que d'autres motifs. D'une autre part, nous observons



également qu'une discrimination est bien présente dans l'appareil gouvernemental, plus particulièrement envers les personnes visiblement religieuses et plus spécifiquement les québécois de confession musulmane.

En conclusion, il est de notre droit et de notre devoir moral et constitutionnel de souhaiter que le gouvernement prenne des gestes concrets afin d'éradiquer toute forme de discrimination dans notre société, notamment celle basée sur la religion. Cette dernière est présentement en hausse constante. Il est essentiel que le gouvernement instaure des politiques et des orientations solides afin de lutter contre la discrimination systémique et religieuse. Il est de notre devoir moral, humain et citoyen de nous unir pour combattre la discrimination au Québec.

Nous remercions le Ministère d'immigration, de diversité et de l'inclusion de nous avoir donné l'opportunité de mener un tel exercice qui s'est avéré fort utile et nécessaire pour l'avancement et le progrès de notre société.